

CONCOURS PUBLICS À LA PÊCHE

Les captures des pêches maritimes diminuent en raison de la surexploitation des lieux de pêche, ainsi que des mesures nationales et internationales adoptées pour préserver les ressources halieutiques qui subsistent. Particulièrement sensible dans l'hémisphère Nord, ce phénomène amène les pouvoirs publics de nombreux pays membres de l'OCDE à apporter un soutien financier au secteur halieutique, pour alléger le fardeau de l'ajustement nécessaire.

Définition

Cette série chronologique relative aux « transferts financiers publics » (TFP) constitue un indicateur du soutien financier dont bénéficie le secteur de la pêche. Les TFP recouvrent les transferts directs destinés à accroître les revenus des intéressés (paiements directs), les transferts destinés à réduire les coûts d'exploitation, et les dépenses au titre des services généraux fournis au secteur de la pêche. Ces services généraux comprennent essentiellement les activités de protection des zones marines et de gestion des pêches, mais aussi les prévisions météorologiques par zone et les systèmes de navigation et de surveillance par satellite conçus à l'intention des flottilles de pêche.

Comparabilité

Les données sont relativement complètes et cohérentes dans le temps, mais certaines variations d'une année à l'autre doivent être interprétées avec prudence, car elles peuvent refléter des modifications des systèmes statistiques nationaux. Il convient également de noter que les chiffres concernant les services généraux fournis par les pouvoirs publics peuvent englober des dépenses d'équipement importantes et ponctuelles. Par ailleurs, certains types de TFP (telles que les dépenses de surveillance maritime) peuvent relever d'autres organismes que les services des pêches (ainsi, dans certains pays, la surveillance maritime est assurée par la marine), si bien que

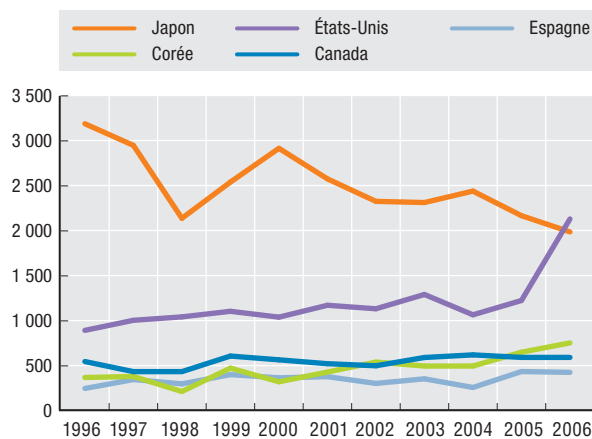
Tendances à long terme

Si les transferts totaux au secteur halieutique dans les pays de l'OCDE ont atteint un pic de 7 milliards de dollars des EU en 2006 (d'après les données préliminaires disponibles), leur montant a fluctué aux alentours de 6 milliards de dollars au cours de la dernière décennie. Le pic de 2006 tient, entre autres, à une modification des modalités suivant lesquelles les États-Unis comptabilisent leurs dépenses de surveillance et de police des pêches. Au cours des dix dernières années, les TFP ont représenté environ 18 % de la valeur des captures de pêche totales. Les États-Unis et le Japon sont les deux pays dont les dépenses ont été les plus élevées, puisqu'elles ont représenté respectivement 30 % et 27 % du total des transferts de la zone OCDE en 2006. D'après les données relatives aux dix dernières années, les TFP correspondent essentiellement à la gestion des pêches, à la recherche et à la police des pêches (38 % des TFP totaux dans les pays de l'OCDE) et aux dépenses d'infrastructure (39 %). Le reste recouvre les programmes de désarmement des navires (7 %), les aides au revenu (5 %), les accords d'accès (3%), la construction et la modernisation des navires (3 %), ainsi que les autres transferts destinés à réduire les coûts, paiements directs et dépenses au titre des services généraux (5 %).

les données correspondantes sont susceptibles de faire défaut. Certains chiffres, notamment pour les années les plus récentes, sont de nature provisoire.

Pêche : transferts financiers publics pour certains pays

Millions de dollars des EU



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/538077265507>

Source

- OCDE (2007), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE* : Vol. 2 – Statistiques nationales, 2002-2004, Édition 2006, OCDE, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Cox, A. (2003), *OECD Work on Defining and Measuring Subsidies in Fisheries*, OCDE, Paris.
- Cox, A. (2004), *Subsidies and Deep-Sea Fisheries Management: Policy Issues and Challenges*, OCDE, Paris.
- Cox, A. et C. Schmidt (2003), *Subsidies in the OECD Fisheries Sector: A Review of Recent Analysis and Future Directions*, document préparé pour le FAO Expert Consultation on Identifying, Assessing and Reporting on Subsidies in the Fishing Industry, Rome, 3-6 décembre 2002.
- OCDE (2000), *Pour des pêcheries responsables : Implications économiques et politiques*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), *Environmentally Harmful Subsidies: Challenges for Reform*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *OECD Sustainable Development Studies – Subsidy Reform and Sustainable Development: Economic, Environmental and Social Aspects*, OCDE, Paris.
- OCDE et FAO (2008), *Globalisation and Fisheries – Proceedings of an OECD-FAO Workshop*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Les aides financières au secteur de la pêche : Leurs répercussions sur le développement durable*, OCDE, Paris.
- OCDE (2007), *Structural Change in Fisheries: Dealing with the Human Dimension*, OCDE, Paris.
- OCDE (2009), *Réduction de la capacité de pêche : Bonnes pratiques en matière de plans de sortie de flotte*, OCDE, Paris.

Sites Internet

- OCDE, Pêcheries, www.oecd.org/agr/peche.

Pêche : transferts financiers publics

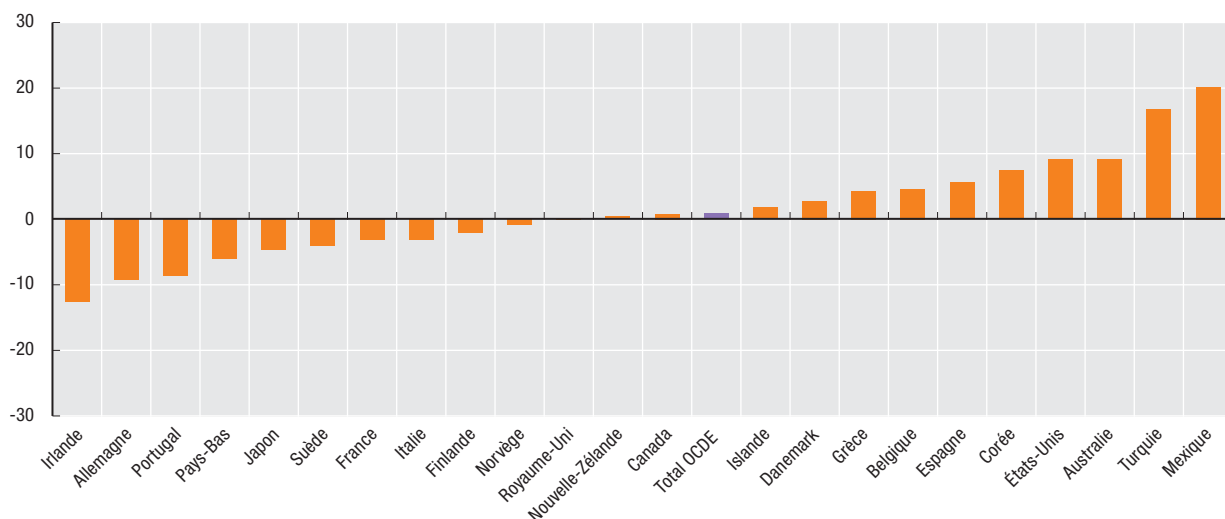

Milliers de dollars des EU

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Allemagne	81 567	63 215	16 488	31 276	29 834	28 988	28 208	33 890	18 326	30 928	30 741
Australie	37 391	41 230	..	..	82 272	75 902	78 038	95 558	95 560	46 299	89 991
Belgique	4 970	4 949	..	4 473	6 849	2 830	1 607	1 668	6 328	8 613	7 757
Canada	545 301	433 309	..	606 443	564 497	521 355	497 771	589 975	618 787	591 000	591 000
Corée	367 793	378 994	211 927	471 556	320 449	428 313	538 695	495 280	495 280	649 387	752 153
Danemark	85 771	82 030	90 507	27 765	16 316	..	68 769	37 659	28 505	58 108	113 213
Espagne	246 473	344 581	296 642	399 604	364 096	376 614	301 926	353 290	256 569	433 786	425 361
États-Unis	891 160	1 002 580	1 041 000	1 103 100	1 037 710	1 169 590	1 130 810	1 290 440	1 064 400	1 222 500	2 128 807
Finlande	28 978	26 198	26 888	19 236	13 908	16 510	16 025	20 231	19 397	24 817	23 399
France	158 203	140 807	..	71 665	166 147	141 786	155 283	179 740	236 811	126 194	113 779
Grèce	52 308	46 958	26 908	43 030	87 315	86 957	88 334	119 045	35 500	61 013	79 586
Irlande	112 673	98 880	..	143 184	..	..	63 632	64 960	21 448	22 144	29 430
Islande	43 770	38 678	36 954	39 763	41 978	28 310	28 955	48 348	55 705	64 326	52 447
Italie	162 625	91 811	..	200 470	217 679	231 680	159 630	149 270	170 055	119 239	119 239
Japon	3 186 363	2 945 785	2 135 946	2 537 536	2 913 149	2 574 086	2 323 601	2 310 744	2 437 934	2 165 198	1 985 074
Mexique	14 201	16 808	..	..	..	..	..	177 000	114 000	84 973	89 074
Norvège	172 694	163 437	153 046	180 962	104 564	99 465	156 340	139 200	142 315	149 521	159 516
Nouvelle-Zélande	37 241	40 397	29 412	29 630	27 273	15 126	18 981	38 325	50 134	32 197	38 566
Pays-Bas	39 927	35 849	..	..	1 389	12 779	12 443	6 569	5 218	13 685	21 349
Portugal	71 847	65 077	..	28 674	25 578	25 066	24 899	26 930	26 930	32 769	29 340
Royaume-Uni	115 359	128 066	90 833	75 968	81 394	73 738	..	82 691	87 487	103 150	114 659
Suède	62 320	53 452	26 960	31 053	25 186	22 505	24 753	30 650	34 422	36 603	41 533
Turquie	28 665	15 114	..	1 277	26 372	17 721	16 167	16 300	59 500	98 072	133 882
Total OCDE	6 547 600	6 258 205	4 183 511	6 046 665	6 153 955	5 949 321	5 734 867	6 307 763	6 080 611	6 174 521	7 169 896

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544068602375>

Pêche : transferts financiers publics

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1996-2006 ou dernière période disponible

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/538051105732>



Extrait de :
OECD Factbook 2009
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/factbook-2009-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2009), « Concours publics à la pêche », dans *OECD Factbook 2009 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2009-81-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.